

**RESIST**

Fostering Queer Feminist Intersectional Resistances against Transnational Anti-Gender Politics

Projet RESIST

**Pour consulter le rapport complet de l'étude en allemand
et toutes les autres études de cas, veuillez visiter notre site web:**

<https://theresistproject.eu/what-we-have-found/>

Synthèse étude de cas : Suisse

La Suisse a récemment procédé à des changements législatifs dans le domaine de l'égalité des sexes, en grande partie en réponse aux mouvements sociaux qui plaident en faveur de ces réformes. Ainsi, l'extension de la norme pénale anti-discrimination à l'orientation sexuelle et la légalisation du mariage entre personnes de même sexe sont des exemples des progrès effectués. Ces deux lois ont fait l'objet d'une opposition par le biais de référendums, mais ont été soutenues en votation par une large majorité. D'autres sujets restent vivement débattus, tant au niveau parlementaire que dans les médias, et suscitent une forte opposition (par exemple l'introduction d'une troisième option de genre dans les documents officiels). Malgré un soutien important aux changements législatifs lors des votations populaires, la mobilisation « anti-genre » se manifeste fortement en Suisse ; ainsi le parti d'extrême-droite UDC a fait campagne contre ce qu'il appelle la « terreur du genre » et les médias de droite alimentent l'hostilité en associant « l'idéologie du genre » à des menaces pour la liberté, les valeurs morales et les mineur-es. Des groupes d'extrême droite ont perturbé des événements tels que le *Drag Story Time* pour s'opposer à l'« idéologie du genre ». Les rapports existants indiquent une augmentation des crimes de haine visant la communauté LGBTIQ+, les personnes transgenres étant particulièrement vulnérables au harcèlement verbal, aux agressions physiques et aux attaques sur les médias sociaux.

Les personnes qui ont participé à l'étude de cas sur la Suisse ont fait état de diverses manières dont les politiques « antiggenre » affectent leur vie quotidienne, notamment en faisant état de craintes accrues de violence physique et de précautions redoublées lors d'événements publics. Les effets des politiques « anti-genre » ont également été discutés en termes de haine en ligne, largement documentée, les personnes interviewées recevant régulièrement des courriels haineux et des menaces. L'exposition constante à l'hostilité en ligne oblige de nombreuses personnes à interrompre leur présence personnelle et professionnelle sur les réseaux. Les participant-es craignent que la violence en ligne ne se traduise par des attaques physiques.

Les militant-es et les professionnel-le-s qui travaillent sur les questions de genre et d'égalité ont indiqué se sentir sous pression en raison de l'hostilité croissante, ce qui les conduit à s'autocensurer et à préparer soigneusement leurs apparitions en public. La couverture médiatique négative et la montée des théories « anti-woke » et conspirationnistes sapent les efforts de sensibilisation en attachant des connotations négatives au militantisme en faveur des droits humains, ce qui contribue à la détresse émotionnelle et à l'épuisement des militant-es en

faveur de l'égalité. Les stratégies de résistance efficaces contre la rhétorique « anti-genre » consistent à favoriser les alliances politiques, à renforcer la solidarité et les amitiés, à sensibiliser le public par l'éducation et le dialogue, à rechercher des environnements bienveillants et à donner la priorité au soin de soi et à la fréquentation d'espaces sûrs pour préserver sa santé mentale et garantir la résilience et la durabilité des engagements.

EXECUTIVE SUMMARY ENDS



**Funded by
the European Union**

Funded by the European Union under Project ID 101060749.

EU Horizon Europe (EU partners); UK Government Horizon Europe Guarantee Scheme (UK partner); Swiss State Secretariat for Education, Research and Innovation (Swiss partners).

Views and opinions expressed are however those of the author(s) only and do not necessarily reflect those of the European Union or British and Swiss funding authorities. Neither the European Union nor the granting authorities can be held responsible for them.